

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

ARRONDISSEMENT DE CARPENTRAS

EP

COMMUNE DE MORMOIRON

ARRETE N° 90/2026

Portant : Interdiction permanente d'accès

Sur deux parcelles de la commune situé le Sitos Est.

Le Maire de la Commune de Mormoiron

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1;

VU le Code de la Route notamment l'article L411-1.

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122.21 et suivants, L2212-1 et 2, L2213- 1 à 4,

VU le code pénal et notamment son article 610-5,

CONSIDERANT : La dangerosité du site.

CONSIDERANT : qu'en raison de découverte cavités et de tunnel, dans les anciennes carrières d'ocres au niveau du sitos sud sur les parcelles AV 127 et AV 128 , il convient d'engager la procédure de mise en sécurité du site, afin d'éviter tout accidents et de préserver les lieux .

ARRETE

ARTICLE 1 : Interdictions

L'accès à toutes personnes est interdit sur l'ensemble des parcelles AV 127 et AV128, au niveau du Sitos Est

ARTICLE 3 :Sécurité et signalisation du site

Les panneaux de signalisation réglementaires nécessaires seront installés par les services techniques de la commune et maintenus en état de protection par ces derniers.

ARTICLE 4 – Responsabilité

La commune se dégage de toutes responsabilités en cas d'infractions à l'article n°1 du présent arrêté.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées, conformément aux lois et règlements en vigueur, dès que la signalisation règlementaire sera mise en place, conformément aux dispositions règlementaires.

ARTICLE 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté rentrera en vigueur à compter du 02 Juin 2026.

ARTICLE 5 – Recours

En **application des** dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours peut être déposé sur l'application internet « Télérecours citoyen », en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire, Madame la Secrétaire Générale, et le responsable de la Police Municipale sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera affichée conformément aux dispositions de l'article L 2122-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à **Mormoiron**, le 02 juin 2026.

Par délégation,

L'adjoint au Maire,
Jean Philippe Astruc.

